



COMPTE RENDU CGT de la réunion de la Formation Spécialisée (FS) du 16 Juillet 2024

José Pereira (FO) est élu secrétaire de la Formation Spécialisée.

1. Approbation des Procès-Verbaux (PV) de la Formation Spécialisée (FS)

Rien à signaler

2. Point budgétaire

a) Volet formation : formations complémentaires

Les OS notent que la majorité des formations « extincteurs » ont lieu à la direction ou au 35, les autres sites étant un peu négligés.

b) Budget local 2024 : dépenses engagées et nouveaux devis

La direction a enfin fait un devis pour un abri vélo sécurisé pour le site de Simonis, mais a fait un devis à minima, pour un abri de... 6 places. Mais la discussion est reportée à la prochaine FS...

La direction demande à la FS de participer au financement de toilettes PMR à la direction au service du domaine (futur SIE) car il n'y a pas de toilettes à cet étage. (à préciser) Les OS sont unanimement contre l'utilisation du budget de la FS pour un investissement « bâtementaire ».

Il reste 15 914,83 € à dépenser en prenant en compte le précédent devis.

3. Les fiches de signalement individuelles et collectives

Solidaires note que sur certaines fiches (notamment une fiche concernant un redevable du SIE Strasbourg, de l'antenne de Forbach et du SIE de Molsheim particulièrement insultant et menaçant), plus de temps a été demandé aux services pour justifier leur travail plutôt que pour protéger les agents. La question se pose d'ailleurs à cause de la double affiliation de l'antenne de Forbach (à la DRFiP67 et à la DRFiP57), pour savoir qui doit traiter les fiches de signalement de Forbach.

Concernant les fiches de signalement de la trésorerie du SDEA : la CGT indique que contrairement à ce que la direction considère, ce n'est pas un problème interpersonnel, mais bien un problème de management. Nous avons aussi fait remarquer que l'intervention de l'équipe de facilitatrices a conduit à la production d'une charte, mais que celle-ci n'est que l'application de règles de bon sens et de respect qui ne devraient pas avoir besoin d'une charte pour être respectées.

Concernant la fiche de signalement du SIP de l'Eurométropole : la direction pense que la répartition entre accueil physique à la charge du PRU et « distant » à la charge du SIP EMS n'a pas changé avec le déménagement contrairement au ressenti des agents. Les arguments de la direction (d'être plus positifs) ne semblent pas avoir été très bien perçus par les agents d'après Solidaires. La direction considère qu'elle a pu régler les problèmes (notamment les effectifs) qu'elle pouvait régler et qu'elle n'a pas de baguette magique.

Solidaires évoque une fiche de signalement concernant des VSST qui n'a pas été recensé et qui n'a pas été traité. La victime a été envoyée chez un expert psychiatre qui est visé par des plaintes de médecins et de l'ordre des médecins (!!!). La direction attendrait une réponse de la DG.

4. Résultats du baromètre interne IPSOS pour la DRFiP67

Les résultats ne sont globalement pas bons. La réunion avec le directeur de l'ARACT a confirmé la vue des OS, les restructurations causent des RPS, demander l'avis des agents mais ne pas le prendre en compte est plus nuisible que ne pas leur demander du tout.

Concernant la charge de travail (et donc la question des effectifs), la direction considère que la priorisation est une réponse appropriée. Mais la CGT rappelle que parfois mettre de côté certaines tâches ne fait que créer plus de travail par la suite.

5. Mesure de protection des agents du contrôle fiscal : mise à disposition de téléphones portables munis d'un bouton d'alerte

Des téléphones portables équipés d'un système d'alerte (sur demande de l'agent et en cas de chute) ont été distribués.

Les brigades de contrôle et le PCE sont équipés, les géomètres et les huissiers devraient bientôt l'être.

6. Bilan de la visite du site de SAVERNE et de la Trésorerie du SDEA par une délégation de la FS

Pour Saverne, un tableau de suivi a été mis en place ce qui est appréciable.

7. Point sur les préconisations du médecin du travail en matière de télétravail

FO et la CGT notent que les restrictions du télétravail sur préconisation médicales sur certains sites soi-disant dues à l'impossibilité organisationnelle du télétravail sont plutôt dues à l'opposition de certains chefs à celui-ci. La direction ne répond pas vraiment.

9. Point sur les accidents de service

Au moins un accident a eu lieu à cause de câbles traînant au sol, la CGT demande à ce que la direction demande au chef de service de signaler ces problèmes pour que l'équipe technique (DBLI) puisse les sécuriser. La direction indique que les bureaux ne doivent pas être déplacés, car le câblage est prévu à l'installation des bureaux.

10. Registre santé et sécurité au travail

La CGT note que des entrées au Registre Santé et Sécurité au Travail (RSST) datant de juillet 2023 n'ont aucune action de suivi indiqué.

Solidaires demande pourquoi les dalles de faux plafond du site Verdiane abîmées par un dégât des eaux n'ont toujours pas été remplacées. La direction indique que c'est à cause d'un différend juridique avec le prestataire que la direction considère comme responsable.

11. Point sur les exercices d'évacuation

5 sites n'ont pas encore eu d'évacuation en 2024. L'exercice sur le site de Bischwiller doit être fait en coordination avec la mairie. Pas encore d'exercice sur Haguenau, car des travaux doivent être faits au sous-sol et la direction souhaite que cela soit fini avant. Au Verdiane c'est le syndic qui devrait le faire, car c'est un bâtiment multi-occupants. Et pas encore d'exercice sur les sites des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) et de Wissembourg.

La CGT demande s'il est possible de rappeler les règles en cas d'alarme surtout depuis que le rôle de serre-files et guide-files n'est plus assigné.

12. Point d'étape Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP)

Les réunions ont eu lieu de mi-avril au 30 juin 2024. C'est aux cadres/responsables d'unités de saisir les informations du DUERP dans l'applicatif. Dans le département, les Assistants de Prévention ont accompagné les cadres dans la saisie.

Le DUERP et le PAP devraient être présentés à la réunion de la FS en octobre.

13. Questions diverses

Problèmes d'alarme à Simonis : la CGT soulève que la cellule sécurité aurait demandé au personnel de la cantine d'arriver à 7 h au plus tôt, mais cela pose problème, car le repas n'est alors pas prêt pour 11h30 avec tous les problèmes que cela peut entraîner. Il s'agit d'une règle ancienne mais qui n'était pas appliquée avant. Il faut la présence d'une personne de l'administration dans le site pour que des extérieurs puissent y accéder.

Déménagement de Wissembourg au rez-de-chaussée du bâtiment : Pas encore de réponse du propriétaire.

Maison France Service (MFS) de Saales : Absence de convention signé alors qu'un agent de la DGFIP s'y rend.

Votre représentant CGT lors de cette FS : Stefan BOGEN

**N'hésitez pas à faire remonter vos difficultés, questions et sollicitations
par l'intermédiaire de la CGT Finances Publiques 67 :**

cgt.dr67@dgfip.finances.gouv.fr

CGT Finances Publiques 67

06 81 20 36 05 ou (0049) 176 7666 49 43 ou 03 88 15 38 52

<https://67.cgtfinancespubliques.fr/> – cgt.dr67@dgfip.finances.gouv.fr